**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant approbation de l'avenant n°5 au contrat de gestion
de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025**

A.Gt. 14-03-2025

M.B. 14-05-2025

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu le décret du 09 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendant de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2021 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. - Le Gouvernement de la Communauté française approuve l'avenant n°5 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 qui figure en annexe du présent arrêté.

Article 2. - La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mars 2025.

Pour le Gouvernement :

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur,
de la Culture et des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse et des
Maisons de Justice,

V. LESCRENIER

Annexe à l'AGCF portant approbation de l'avenant n°5 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021 - 2025

AVENANT N°5 AU CONTRAT DE GESTION 2021 – 2025 DE L'OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE

Entre d'une part :

Madame Valérie LESCRENIER, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Et d'autre part :

Madame Violaine HERBAUX, Présidente de l'Office, et Monsieur Laurent MONNIEZ, Administrateur général f.f. de l'Office ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.

A l'article 4.2-1., le §1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« La réforme ATL visée à l'article 5.1-1. poursuit notamment l'objectif d'améliorer les conditions de travail des professionnels de l'accueil temps libre. ».

Au même article, le §2 est remplacé par le texte suivant :

« L'ONE réalise un exercice d'objectivation de l'emploi précaire dans l'accueil extrascolaire. ».

Au même article, le §3 est remplacé par le texte suivant :

« L'ONE développe des propositions visant à stabiliser des emplois dans l'ATL, après consultation des instances d'avis concernées et en concertation avec sa tutelle. ».

Article 2.

A l'article 4.3-5., le §2 est remplacé par le texte suivant :

« Le bienfondé de la mise sur pied d'un processus similaire pour l'accueil temps libre sera étudié dans les travaux de la réforme ATL. ».

Article 3.

A l'alinéa 3 de l'objectif stratégique 5 (O.S.5), la phrase « À ce titre, une commission transversale sera créée au sein de l'accueil temps libre (ATL). » est supprimée.

Au même alinéa, le texte suivant : « La commission transversale rassemblera les acteurs de l'enfance, de la jeunesse, des sports, de l'enseignement et de la culture et sera chargée de travailler sur la réforme du

secteur et le développement d'une vision globale et des orientations qui pourront être ensuite traduites dans un décret commun et transversal. » est remplacé par « Pour accompagner le projet de réforme, un comité d'orientation sera créé. Il rassemblera des représentant(e)s des trois secteurs de l'accueil temps libre géré par l'ONE (l'accueil extrascolaire de type I et de type II, les écoles de devoirs et les centres de vacances), du conseil d'avis, de l'ONE et du Cabinet de la Ministre de l'Enfance. Il sera chargé de travailler sur la réforme ATL et de développer une vision forte pour aboutir à un décret unique (AES, EDD, CDV et PAD). ».

Article 4.

Dans l'intitulé de l'objectif opérationnel 5.1 (O.O.5.1), les mots : « via la mise en place d'une commission transversale » sont supprimés.

Dans le texte du même objectif opérationnel, le texte suivant est supprimé : « La réforme de l'accueil temps libre doit être le fruit d'une concertation approfondie entre celles et ceux qui le font vivre au quotidien. Les acteurs de l'enfance, de la jeunesse, des sports, de l'enseignement et de la culture seront rassemblés dans cette perspective au sein d'une commission transversale. Les enfants étant les premiers bénéficiaires de cette réforme et la participation étant un objectif stratégique du Plan d'actions relatif aux droits de l'enfant 2020-2024, un processus participatif sera mis en place afin de recueillir leur parole et de les impliquer activement dans ces réflexions. »

Article 5.

Les §§ 1^{er} et 2 de l'article 5.1-1. sont remplacés par les dispositions suivantes :

« §1^{er}. - Un comité d'orientation est institué par l'ONE.

Il est transversal aux 3 secteurs de l'accueil temps libre gérés par l'ONE, à savoir l'accueil extrascolaire (AES) de type 1 et de type 2, les écoles de devoirs (EDD) et les Centres de vacances (CDV).

Il se compose de personnes mandatées par la Commission d'agrément ATL, la Commission générale d'Avis Centres de Vacances, la Commission d'avis Ecoles de Devoirs, le Conseil d'avis (dans l'attente de la constitution du Conseil consultatif de l'Enfance), l'ONE et la Ministre de l'Enfance. Chaque composante désigne trois personnes, à l'exception du Conseil d'avis qui sera représenté par quatre personnes, en sus de son président. Un représentant du Cabinet de l'Education ainsi qu'un représentant de l'AGE seront également invités aux réunions du comité d'orientation.

Il est également institué un bureau du comité d'orientation constitué des représentants de la Ministre de l'Enfance, de l'ONE et de la présidence du Conseil d'avis (dans l'attente de la constitution du Conseil consultatif de l'Enfance), qui sera chargé de l'organisation des travaux.

Le comité d'orientation aborde ses travaux notamment à partir de la note d'orientation « Essor de l'accueil temps libre. Pour l'épanouissement de tous les enfants » rédigée par l'ONE.

Il peut inviter à ses réunions des experts ou créer un groupe de travail pour approfondir une thématique spécifique.

Il remet ses premières propositions pour une réforme de l'ATL dans un délai d'un an à partir de sa constitution.

§2. - L'Office assure la présidence, l'animation et le secrétariat du comité d'orientation et de son bureau. ».

Article 6.

Dans les articles 5.1-2., 5.1-3., 5.1-4. et 5.2-2., les mots « La commission transversale » sont remplacés par les mots « Le comité d'orientation ».

A l'article 5.1-4., les mots « à l'article 2.1-2. » sont remplacés par « à l'article 4.2-1. » et le 11^o est abrogé.

Article 7.

Le texte de l'article 5.1-5. est remplacé par le texte suivant :

« L'ONE s'inspire des travaux sur la participation des enfants réalisés et en cours à l'ONE, l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ), par le Délégué général aux droits de l'enfant (DGDE) et par le monde associatif et académique. ».

Article 8.

L'article 5.1-6. est remplacé par le texte suivant :

« L'Office veille à faire le lien avec les réflexions ou les actions mises en œuvre concernant le dispositif de coordination communale ATL afin d'assurer la cohérence dans les initiatives et les modifications légales éventuelles qui en découleraient. ».

Article 9.

L'article 5.1-8. est abrogé.

Article 10.

A l'article 5.2-3., §1^{er}, les mots « et en fonction de l'évolution des travaux de la commission ATL, » sont supprimés.

Article 11.

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bruxelles le 14 mars 2025, en 4 exemplaires, chaque partie ayant reçu 2 exemplaires.

Pour le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

Valérie LESCRENIER

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse et des Maisons de Justice

Pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

Violaine HERBAUX

Laurent MONNIEZ

Présidente

Administrateur général f.f.